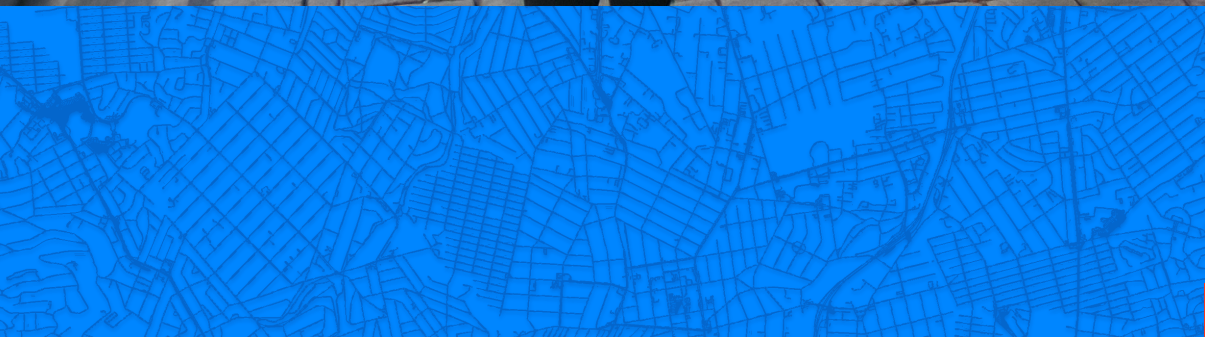




OGP
LOCAL



Open
Government
Partnership



A PROPOS DU PARTENARIAT POUR UN GOUVERNEMENT OUVERT

Créé en 2011, le Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO) est fondé sur l'idée que les gouvernements devraient être plus transparents, inclusifs, participatifs et responsables envers les citoyens, en aidant à répondre à leurs besoins de manière plus efficace et équitable.

Le PGO est un partenariat mondial qui comprend 77 gouvernements nationaux, 106 gouvernements locaux et des milliers d'organisations de la société civile. Grâce au Partenariat, ces forces travaillent de pair pour co-créditer des plans d'action avec des étapes concrètes – des engagements – dans un large éventail de domaines politiques. Ce modèle permet aux organisations de la société civile et à l'engagement des citoyens de jouer un rôle dans la formation et la supervision des gouvernements. Collectivement, plus de 4000 engagements ont été pris dans le monde.

Le PGO a la capacité unique de rassembler les parties prenantes nationales et locales, en ayant recours à des approches multipartites pour relever les défis locaux, forger des coalitions pour faire avancer les réformes et diffuser l'innovation dans tous les pays.

POURQUOI LOCAL ?

Ce sont les gouvernements locaux qui sont le plus près de leurs citoyens, ce qui se traduit par des réformes de gouvernement ouvert innovantes et ambitieuses. Qu'il s'agisse d'un État, d'une préfecture ou d'une municipalité, le gouvernement local est chargé de fournir les services publics essentiels.

C'est pourquoi le PGO local a été lancé en 2016, établissant des partenariats entre les gouvernements locaux et les organisations de la société civile dans le but de rendre les gouvernements plus ouverts, inclusifs, participatifs et responsables envers leurs citoyens.

L'analyse du Mécanisme d'évaluation indépendant (MEI) a révélé que les engagements locaux sont, en moyenne, beaucoup plus susceptibles d'être ambitieux et d'obtenir des résultats préliminaires plus solides que les engagements pris par les gouvernements nationaux. Les principaux domaines politiques sont l'élaboration de politiques participatives, la budgétisation participative et le suivi des infrastructures.

Le processus du PGO offre un espace unique d'exploration des solutions locales aux défis mondiaux. Par exemple, de nombreux membres du PGO local utilisent leurs plans d'action pour localiser, faire progresser et mettre en œuvre des efforts mondiaux tels que les objectifs de développement durable des Nations Unies.



PROBLÈMES À RÉSOUDRE VIA LE PGO

Les membres du PGO travaillent avec la société civile pour déterminer les domaines de politique publique prioritaires.

Construire des services publics axés sur le citoyen, y compris l'accès à la justice

Les engagements du PGO peuvent aider à améliorer les services tels que les soins de santé, l'éducation et l'eau potable grâce à des réformes pratiques telles que l'ouverture des données pour impliquer directement le public dans la prise de décision. Garantir le libre accès aux systèmes judiciaires est également crucial pour aider les citoyens à trouver des solutions équitables à des problèmes allant des litiges fonciers au déni de services publics.

Lutter contre la corruption

Les membres du PGO luttent contre la corruption par le biais de la prévention, de la détection, des enquêtes, des poursuites et des sanctions. Les domaines d'intérêt populaire incluent la création de registres qui exposent la propriété de l'entreprise et l'ouverture des systèmes de commande publique qui uniformisent les règles du jeu.

Protéger l'espace civique et la participation inclusive

L'espace civique soutient toutes les réformes du gouvernement ouvert, en particulier pour les femmes et les autres groupes sous-représentés.

Ouvrir les données et accéder à l'information

Les membres du PGO sont tenus de respecter des lois qui permettent un accès équitable à l'information, en supprimant les obstacles supplémentaires à l'information et en favorisant une divulgation proactive.

Promouvoir une transformation numérique inclusive et une protection contre les menaces numériques

Les outils numériques peuvent revitaliser les services gouvernementaux essentiels - de la commande publique à l'accès aux soins de santé et à la sollicitation de la contribution des citoyens dans l'élaboration des politiques. Cependant, les garanties nécessaires sont requises pour se protéger des abus et des menaces contre les processus démocratiques.



FAIRE PROGRESSER LES RÉFORMES



L'État de Kaduna, au Nigéria, travaille sur une initiative de suivi budgétaire dirigée par les citoyens et conçue pour suivre les projets financés par l'État via l'application *Kaduna Citizen Feedback*.

Buenos Aires, Argentine, a créé *JusLab*, un espace pour discuter, co-créer et concevoir des solutions aux problèmes du secteur de la justice en utilisant la transparence et l'accès à l'information, la responsabilité et la collaboration.



Madrid, Espagne, a créé un registre de groupes de pression obligatoire. En janvier 2018, au cours du premier mois du lancement de la plate-forme, 50 parties prenantes avaient déjà été enregistrées. En 2021, le nombre de groupes de pression enregistrés est passé à plus de six cents, démontrant la consolidation du processus.



Austin, États-Unis, travaille avec des personnes sans domicile fixe pour s'assurer que les services publics tels que l'entreposage, la santé et le placement répondent aux besoins des plus démunis.



Pays basque, Espagne, a créé un laboratoire d'innovation (« I-lab ») pour favoriser une participation civique innovante. Grâce à I-lab, un partenariat d'organisations a piloté des initiatives qui ont encouragé la participation des migrants et amélioré la budgétisation participative.

La Libertad, Pérou, a élargi son portail « Decide La Libertad » pour permettre aux citoyens de suggérer, discuter et voter sur des propositions législatives au niveau régional. La mise en œuvre s'est particulièrement concentrée sur la participation égale des femmes et des citoyens ruraux à travers un engagement complémentaire à combler la fracture numérique.



Elgeyo Marakwet, Kenya, s'est associé à la société civile pour publier des informations et des modèles budgétaires simplifiés et établir des groupes de travail sectoriels pour faciliter la participation.

Sekondi Takoradi, Ghana, a commencé à ouvrir les projets d'infrastructure publique à une contribution et surveillance civiques accrues. L'Assemblée métropolitaine s'est engagée à publier des informations sur les contrats et les projets tandis que des groupes de surveillance citoyenne visitent les sites des projets dans le but de comparer les données divulguées avec les développements sur le terrain.



South Cotabato, Philippines, par le biais de leur *Integrity Circle* (un forum de 21 dirigeants d'unités gouvernementales locales), d'organisations de la société civile (OSC) et du secteur des affaires, a cherché à ouvrir le processus de commande publique pour rendre disponibles les données et les documents de l'ensemble du processus de commande publique, conduisant à une plus grande efficacité et facilité d'affaires.

ÉVÉNEMENTS DU PGO



SOMMETS MONDIAUX

Tous les deux ans, le PGO et ses coprésidents réunissent des milliers de réformateurs provenant de l'intérieur et de l'extérieur du gouvernement pour partager leurs connaissances et créer des solutions pour des gouvernements plus transparents, responsables et inclusifs.



SEMAINE DU GOUVERNEMENT OUVERT

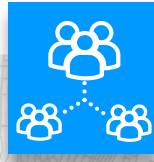


Plus de 70 pays et gouvernements locaux ont pris part à l'initiative mondiale annuelle du PGO visant à rassembler les citoyens et les gouvernements pour partager des idées, discuter de solutions et s'engager à de nouveaux sommets de participation citoyenne.

LE POTENTIEL DU PGO LOCAL



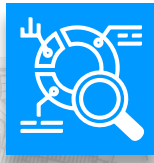
Accès à un réseau mondial comprenant plus de 150 gouvernements et +3000 organisations de la société civile sur tous les continents.



Programme de mentorat pour soutenir votre processus du PGO, dirigé par des praticiens et des partenaires.



Échange entre pairs, cercles d'apprentissage thématiques et contextuels.



Accès aux produits de connaissance et à la recherche sur le gouvernement local ouvert.



Présenter les réalisations du gouvernement ouvert via les canaux de communication et les programmes d'incitation du PGO.



Orientation structurée en ligne et formation continue sur le gouvernement ouvert, avec des modules spécifiques pour les fonctionnaires et les parties prenantes non gouvernementales.

Joignez-vous à notre communauté grandissante de réformateurs

Afrique du Sud

Makhanda

Albanie

Elbasan

Tirana

Allemagne

Detmold

Hambourg

Argentine

Buenos Aires

Cordoue (Ville)

Cordoue (Province)

Corrientes (Ville)

Mendoza

Rosario

Arménie

Armavir

Erevan

Gyumri

Vanadzor

Brésil

Contagem (Ville)

Osasco

Santa Catarina

São Paulo

Canada

Ontario

Québec

Chili

Maipú

Peñalolén

Colombie

Bogotá

Cartagenas de

Indias

Manizales

Nariño

Sucre

Corée du Sud

Gwangju

Séoul

Costa Rica

Curridabat

Sarchí

Équateur

Quito

Santo Domingo de

los Tsáchilas

Espagne

Aragón

Pays basque

Catalogne

Madrid

Principauté des

Asturies

Communauté

Valencienne

États-Unis

Austin

Los Angeles

France

Paris

Géorgie

Akhalsikhé

Khoni

Koutaïssi

Ozourgéuti

Roustavi

Tbilissi

Ghana

Anloga

Ketu South

Sekondi-Takoradi

Shama

Tarkwa-Nsuaem

Wassa Amenfi East

Indonésie

Banggai

Brebes

Semarang

West Nusa

Tenggara

West Sumbawa

Irlande

Kildare

Italie

Palerme

Jordanie

Greater Karak

Greater Salt

Kenya

Elgeyo Marakwet

Makueni

Nairobi

Nandi

Kirghizistan

Bichkek

Macédoine du Nord

Sveti Nikole

Maroc

Beni Mellal-

Khenifra

Tanger – Tetouan –

Al Hoceima

Tetouan

Mexique

Chihuahua (Ville)

Cuauhtémoc +

Mexico

État de Mexico +

Tlalnepantla de

Baz

Jalisco

Mérida + Yucatán

Nuevo León

(État) + San Pedro

Garza García

(Municipalité)

+ Monterrey

(Municipalité)

Quintana Roo

Tlajomulco de

Zuñiga

Nigeria

Abuja

État de Kaduna

Plateau

Panama

Chepo (Ville)

Pérou

La Libertad

Lima

Philippines

Cotabato Sud

Royaume-Uni

Écosse

Glasgow

Irlande du Nord

République dominicaine

Salcedo

République slovaque

Banská Bystrica

Žilina (Région)

Roumanie

Timișoara

Serbie

Novi Pazar

Tunisie

Carthage

El Kef

Regueb

Ukraine

Khmelnytskyi

Ternopil

Vinnytsia

Uruguay

Montevideo



-  www.opengovpartnership.org/local
-  local@opengovpartnership.org
-  [@opengovpart](https://twitter.com/opengovpart)
-  [@OpenGovernmentPartnership](https://www.facebook.com/OpenGovernmentPartnership)
-  [@opengovpartnership](https://www.instagram.com/opengovpartnership)
-  [@Open Government Partnership](https://www.linkedin.com/company/OpenGovernmentPartnership)

